

Roissy le Bourget



PLEIN CIEL

JANVIER/FEVRIER 2013

www.snad.cgt.fr

Ce journal est financé par les cotisations des adhérents



SOMMAIRE

Déclaration préalable CGT - Comité technique local du 19 Décembre 2012

Page 3

Déclaration préalable CGT - Comité technique local du 24 Janvier 2013

Page 4

Déclaration préalable CGT - Comité technique local du 4 Février 2013

Page 5

Bilan des différentes réunions

Page 6

Compte-rendu de la Commission Régionale Masse d'Ile De France

Page 7 à 10

Membres du bureau interrégional de la CGT Roissy-Le Bourget

Page 11

Bulletin d'adhésion

Page 12

Le six Décembre dernier, l'intersyndicale nationale, à l'initiative de la CGT, a réussi à faire venir environs 400 douaniers devant le nouveau bâtiment de la DNRED et du SNDJ à Ivry. En marge de ce mouvement, une délégation intersyndicale a été reçue, et par le directeur général, et par le secrétaire de Bercy.

S'en est suivi le jeu des bilatérales entre les organisations syndicales et le DG. Malgré ses vaines tentatives de dissolutions, les organisations syndicales sont restées sur la même lignée, l'arrêt des suppressions d'emploi et des fermetures de bureaux et brigades. La CGT a balayé d'entrée toute idée d'accompagnement social.

Nous, douaniers, sommes aujourd'hui à un moment clé de notre avenir. La DG, par l'intermédiaire des DI veut nous faire croire à la démarche de démocratie participative dans les divers groupes de discussion sur l'avenir de nos missions? On se moque de nous...

L'intersyndicale a donc décidé de rompre purement et simplement tout dialogue, qui n'avait de social que le nom tant que les suppressions d'emplois et fermetures de services ne seront pas suspendues. Dans le même temps, ont été lancés les ETATS GÉNÉRAUX de la douane, tout cela décliné en assises locales, notamment en Ile de France nous concernant.

A nous, à vous désormais de jouer. Ce projet, à la fois impressionnant mais tellement motivant, nous allons le réaliser ensemble. Nous allons montrer, par une opération d'information grand public, pourquoi la douane est socialement, fiscalement, économiquement et écologiquement, non seulement utiles, mais surtout indispensable!

Pour cela, toutes les compétences et tous les témoignages nous seront utiles. Nous avons manqué le rendez-vous du 6 décembre, rattrapons le temps perdu, prouvons qu'ici, à Roissy, les douaniers en ont également assez des suppressions d'emplois. Après Montbéliard, la DG a renoncé à nouveau à la fermeture d'autres services, Port la Nouvelle, Nevers ou Quimper. Les douaniers ne pourront compter que sur eux-mêmes pour défendre l'avenir de la douane. Oublions les frustrations passées, récentes ou non, car c'est ensemble que nous réussirons...



DÉCLARATION PRÉALABLE CGT - COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 19 DÉCEMBRE 2012



Monsieur le Directeur,

ou plutôt Monsieur l'administrateur des douanes et droits indirects, nous sommes honorés d'être en présence dans cette salle des seuls personnels qui ont vu leur traitement augmenter significativement ces derniers temps. Vous aurez sans doute à cœur de rectifier notre version, mais nous pensons que vous devriez plutôt le faire aux soixante sept rétrogradés des tableaux d'avancement, car ils ne comprennent toujours pas comment se fait-il que pour eux, le budget manquait et que l'administration ait pu revenir sur sa parole lors des CAP, une première nous le rappelons...

Toujours est-il que tel que nous l'avions expliqué lors de notre première convocation, la journée du 6 Décembre dernier est un point de départ, et l'ensemble des personnels douaniers a exprimé, ce jour-là sa volonté de voir cesser la casse de la douane.

L'administration souhaite faire croire aux agents des douanes qu'ils seront associés dans le cadre de son fameux plan stratégique, mais cela ne leurre personne puisque les décisions ont déjà été déjà prises. Si vous nous dites le contraire, vous n'aurez qu'à nous le prouver en nous montrant les documents de travail que le directeur général vous a remis lors de cette fameuse réunion.

A l'ordre du jour du comité technique, enfin le règlement intérieur s'y trouve, nous espérons que vous saurez écouter nos revendications, ce qui serait un signe positif au niveau local.

Mais surtout, le point 6 à l'ordre du jour nous pose plus de problèmes, car quelle valeur comptez-vous donner à la mise en place d'un tableau de bord de veille au sein de la DGDDI ?

De notre point de vue, si cela se passe comme cela s'est mis en place ailleurs, avec un degré de subjectivité tel qu'on l'a connu, cela ne nous apparaît pas comme un bon signe à envoyer aux agents.

Le même genre de signe que l'administration a envoyé lors de l'envoi des documents préparatoires du comité technique des réseaux quant aux effectifs de référence à Roissy, par exemple...

En tout cas ne pensez surtout pas que les douaniers vont aider l'administration à tuer leur métier, ils vous prouveront bientôt le contraire...



DÉCLARATION PRÉALABLE CGT

COMITÉ TECHNIQUE LOCAL DE LA DIRECTION DE ROISSY DU 24 JANVIER 2013

Monsieur le Directeur,

Comme le veut la tradition, nous vous souhaitons une bonne et heureuse année 2013.

Nous ne doutons pas qu'elle sera des plus florissantes pour vous et vos plus proches collaborateurs compte tenu de la récente revalorisation indiciaire dont vous avez bénéficié...

Pour la douane et ses agents, nous émettons cependant des réserves quant à la douceur de l'année qu'ils vont vivre :

- suppression massive et incohérente d'emploi,
- fermetures de bureaux,
- rupture du dialogue social.

Bref, ne changeons pas les bonnes habitudes : casse du service douanier, indifférence et mépris sont à nouveau au programme.

Nous ne pouvons que constater que la Direction de Roissy n'est pas en reste cette année.

Nous sommes loin de votre gargarisme de l'année dernière et de vos onze emplois « piqués » dans les autres directions pour faire face à l'arrivée de la mission ICS.

Cette année, ce sont 43 emplois qui disparaissent.

43 emplois supprimés alors même que la totalité des services étaient déjà pris à la gorge, étouffés par vos indicateurs et votre course effrénée aux chiffres dictés par de sombres énarques qui ne voient un carton ou une valise que lorsqu'ils déménagent ou partent en vacances.

43 emplois détruits alors même que les effectifs réels au 31 décembre 2012 ne font état que de sous-effectif patents dans les bureaux et brigades.

43 emplois spoliés pour participer à l'effort national de réduction du déficit budgétaire alors que vous venez de voir vos indices s'envoler. Pour mémoire, le dernier qui a fait ça s'est fait sortir au bout de 5 ans...

S'agissant du dialogue social roisséen, permettez nous d'émettre des réserves quant à la qualité de celui que nous allons connaître durant l'année 2013.

Nous connaissons d'ores et déjà votre volonté de repyramider la chaîne managériale en opérations commerciales contre les accords signés avec votre prédécesseur.

Nous savons votre souhait de réduire un peu plus l'application du régime horaire de la plate-forme en en privant une nouvelle frange de la population roisséenne, les adjoints des bureaux de contrôle.

Mais nous avons également remarqué que vous avez fielleusement transformé un poste de chef de bureau de contrôle en poste IR1, sans concertation aucune avec les représentants du personnel.

Alors, pour donner le ton de cette année qui s'annonce riche en bassesses diverses et variées, nous vous laisserons discuter entre amis aujourd'hui et comparer vos nouvelles grilles indiciaires et autres smartphones financés sur notre dos.



Déclaration préalable CGT

COMITE TECHNIQUE LOCAL DE LA DIRECTION DE ROISSY, Le 4 février 2013

Monsieur le Directeur,

Pour cette nouvelle convocation du comité technique local, on prend les mêmes et on recommence mais toujours sans nous.

Considérant que vous n'êtes toujours pas revenus à la raison et considérant que vous nous présentez toujours un projet inacceptable pour la Direction de Roissy et la douane en général, vous comprendrez que nous vous laisserons à nouveau discuter entre gens de bonne compagnie...

Nul besoin de nous étendre à nouveau sur la médiocrité du projet que vous nous présentez : casse du service public douanier et suppression massive et incohérente de postes enrobées dans un dialogue social qui n'a de social que le nom.

Alors, aujourd'hui non plus, nous ne participerons pas à cette mascarade où les cartes sont d'ores et déjà jouées et où les dés sont pipés.

Et nous ne participerons pas non plus, à l'avenir, à toutes réunions, de quelque nature qu'elles soient ou quelque soit le nom que vous voudrez bien leur donner, où nous ne serions que des pantins, spectateurs de votre politique délétère.

En revanche, nous demandons :

- ➔ **La convocation d'États généraux de la Douane, déclinés en assises locales**, afin de créer les conditions d'un véritable débat public sur l'efficacité de l'intervention de la Douane en matière de contrôle de la loyauté et de la régularité des échanges, de sauvegarde et de protection des populations et de lutte contre la fraude et les trafics illicites.
- ➔ Dans l'attente des résultats de ces États généraux, **un moratoire sur :**
 - les suppressions d'effectifs,
 - les fermetures de site et/ou de structures,
 - la baisse des crédits de fonctionnement.

Pour l'heure, nous vous laissons digérer les crêpes que vous n'aurez pas manqué de faire sauter durant le week-end, à l'image des emplois que vous faites sauter depuis de trop nombreuses années déjà et que nous, par contre, ne digérons pas...



Le 19 décembre dernier, votre organisation syndicale était convoquée au comité technique local, et ce, juste après l'action du 6 décembre dernier. Se trouvait à l'ordre du jour, le règlement intérieur du comité technique, et le DI n'a absolument pas voulu changer un mot, belle preuve du nouveau dialogue social. L'une des seules bonnes nouvelles de comité technique était la pérennisation des missions de la BSES.

Mais, en ce début d'année, nous étions convoqués de nouveau, et là, point de réjouissance à l'ordre du jour. Il y était question des 43 emplois que notre direction interrégionale doit rendre en 2013. Et oui, car rendez-vous compte, nous sommes considérés en sur-effectifs par l'administration. Nous aimerions que nos chères têtes pensantes viennent plus souvent avec nous faire des tournées syndicales, dans l'ensemble des services de l'interrégion (AG, CO et SURV), et l'on verrait si le même discours était tenu, mais là nous rêvons...

Mais comme nous, nous ne voulons pas nous faire endormir par l'administration, point de siège aux deux convocations de ce comité. Point de dialogue social, point d'organisation syndicale pour valider des procès verbaux où nous ne sommes plus que des témoins malheureux.

Alors oui, on y revient, l'intersyndicale, par le biais des assises locales, a mis en place un processus, et nous ferons reculer l'administration, nous le ferons oui...



COMMISSION REGIONALE DE LA MASSE D'ILE DE FRANCE DU 16 NOVEMBRE 2012

***Pas de gardien à Tremblay 2, pas de poste supplémentaire au service régional de l'EPA Masse, pas de représentant de l'agence comptable centralisée à la CRM, une explosion des propositions d'expulsions ...
Mais jusqu'où ira-t-on ?***

En tout premier lieu le SNAD-CGT a lu sa déclaration liminaire reprise ci-dessous. Solidaires Douanes a également fait une déclaration liminaire rejoignant les points défendus par le SNAD-CGT en particulier pour les expulsions...

Monsieur le Président,

Cette CRM se déroule plus que jamais dans un contexte d'austérité.

Austérité au menu pour tous les peuples européens du sud. Austérité également pour les douaniers avec en plat de résistance : le gel de notre point d'indice, jour de carence, hausse des prélèvements, douaniers non promus pour raison budgétaire, baisse de la subvention de l'ODOD et cette liste n'est malheureusement pas exhaustive.

Le logement social douanier n'est pas non plus en reste face à cette frénésie d'austérité. C'est pourquoi le SNAD CGT revendique que la contribution de l'Etat employeur soit portée à moyen terme à la hauteur de ce qu'elle est dans le privé c'est à dire 1% de la masse salariale sans conditions.

Le SNAD-CGT réaffirme aussi la nécessité pour l'EPA Masse des Douanes de voir lui revenir l'intégralité des sommes issues de la vente de son bien patrimonial.

Enfin nous exigeons l'arrêt de toute cession de cité douanière !

En ces temps d'austérité où des logements sont vides alors que tant de personnes sont sans logis, le SNAD-CGT réaffirme son opposition à toute expulsion de locataire.

La CRM Ile de France étant la CRM la plus grande et celle qui gère le plus grand nombre de logements, il est d'autant plus important qu'elle soit le fer de lance de l'objet social de notre Masse des Douanes. Pour ce faire, le SNAD CGT revendique un accroissement significatif des logements en Ile de France au plus proche des lieux de travail et au moins cher en terme de loyer.

Le SNAD CGT réaffirme également que la récupération des travaux sur le dos des locataires est une hérésie !

C'est pourquoi nous demandons qu'en préalable au vote sur la résidentialisation de Tremblay 1 et 2 une véritable consultation des locataires soit effectuée en amont. Une véritable réflexion sur la résidentialisation est nécessaire avant toute décision. Nous rappelons que lors de la commission restreinte du 13 Mars 2012 le Directeur de l'EPA Masse a rappelé la nécessité d'engager une réflexion globale sur le problème de la mise en sécurité des cités douanières.

Point 1 : Approbation du procès verbal de la CRM du 23/05/12 et ses suites .

Le SNAD-CGT a voté POUR l'approbation de ce PV.

Point 2 : Activité du service

Le Service régional nous apprend que 2 chambres de célibataires ont été remise en peinture sur Tremblay et que la rénovation des salles de bains sur Tremblay 1 et 2 est terminée.

Le recrutement d'un gardien pour la cité de Tremblay 2 :

Le service régional nous informe que ce recrutement a été improductif .

Le service régional prévoit un pic d'activité pour Février avec 39 arrivées et 9 départs.
Comment faire ? Trois solutions ont été envisagées :

- L'EPA Masse souhaiterait pouvoir embaucher le gardien de Tremblay 1 pour qu'il effectue un temps partiel sur Tremblay 2. Se pose alors un problème juridique : le gardien ne peut avoir deux contrats avec un même employeur. Plus grave encore, le gardien se retrouverait à effectuer 48 heures hebdomadaires ! Impensable pour vos élus SNAD-CGT les 35 heures sont toujours en vigueur que l'on sache !
- La deuxième solution selon le service régional consisterait à demander aux locataires entrants et sortants de faire eux-mêmes leur état des lieux . Le personnel du service de l'EPA Masse contrôlerait cet état des lieux a posteriori. Le service régional pâtissant déjà de son quasi sous effectif devrait assurer une charge supplémentaire de travail ! Faudrait recruter à la Masse !
- Enfin le problème du refus de la hiérarchie Roisséenne de laisser certains agents occuper les poste de gardien a été évoqué. C'est bien là le coeur du problème ! En effet certains agents de Roissy ont postulé pour le poste de gardien à Tremblay 2 mais se sont heurtés à un refus pur et simple de la part de leur hiérarchie. Mr FRANCOIS (BOP GRH Roissy) présent lors de cette CRM s'est engagé à voir ce qui bloquait et les raisons de ces refus.

Le SNAD-CGT s'est prononcé pour cette dernière solution. En effet vos représentants estiment que la hiérarchie ne doit pas entraver la volonté des agents voulant rendre service aux collègues et à la Masse, au contraire elle doit encourager ces collègues et mettre leur disposition le temps nécessaire à la bonne exécution de leur tâche.

Le Service régional nous présente ensuite les régularisations de charge qui sont faites en temps et en heure. Cependant le SNAD-CGT est intervenu suite à l'interpellation d'un collègue logeant à Pantin à qui le bailleur Pantin Habitat réclame 2000 euros de régularisation de charge



pour consommation d'eau !!! Contacté par le collègue, Pantin Habitat n'a jamais répondu ni daigné le recevoir. Nous soulignons alors le drame de la fin de l'intermédiation. L'EPA Masse ne faisant plus « tampon » entre le locataire et le bailleur, des locataires se retrouvent parfois dans des situations ubuesques !

Le Président de la CRM a confirmé qu'il ferait le nécessaire pour que Pantin Habitat réponde à notre collègue.

Rappelons que vos élus du SNAD-CGT se sont toujours opposés à la fin de l'intermédiation, nous avons prévenu que laisser le locataire en prise directe avec le bailleur était une mauvaise idée. L'EPA Masse et surtout les locataires en subissent aujourd'hui les conséquences.

Point 3 : Evolution du parc locatif

Le Service régional nous apprend qu'au 30 septembre 2012 seuls 15 logements étaient vacants sur un parc de 800 logements. Cela montre bien la nécessité d'accroître le parc immobilier de l'EPA Masse en Ile de France.

Le Service régional confirme la réservation de nouveaux logements en Ile de France (à Paris 13, Paris19, Boulogne Billancourt et Ivry sur Seine) Ces réservations ont été validées par le Conseil d'administration du 13 Novembre 2012.

Sur la rue Richer : Où quand le bailleur « social » GALIA trouve que les logements ne rapportent pas assez !

Le service régional ne peut que constater le désengagement du bailleur GALIA. L'EPA Masse fait tout ce qui est en son pouvoir afin de garder les locataires douaniers dans les logements de la rue Richer le plus longtemps possible avec un échelonnement sur plusieurs années de la hausse du loyer. Le Directeur de l'EPA Masse, Hervé Hulin, présent lors de cette CRM a confirmé qu'il rencontrait la société GALIA jeudi 22 novembre à ce sujet. Une réunion avec les locataires est d'ailleurs prévue mi-décembre.

Sur la dégradation des véhicules sur la cité de Tremblay 2 : le service régional va mettre le bailleur en face de son obligation de sécurité envers les locataires. Une discussion est en cours également avec la ville de Tremblay pour obtenir une aide afin de pouvoir sécuriser la cité.

Point 4 : La cité de l'Hay Les Roses

- **Sur le maintien de la procédure de pré-état des lieux :** Apparemment 3 locataires sur 4 refusent cette procédure. Les élus du personnel se sont prononcés pour le renfort d'information en amont sur cette procédure. Un bilan sera fait lors de la prochaine CRM.
- **Sur les choix du contrat d'entretien des portails :** vos élus du personnel se sont prononcés pour le choix du contrat « premium » de la société KONE . Ce contrat inclut les vérifications courantes, le changement de pièces et le changement des moteurs si nécessaire. Ce contrat impliquera une augmentation des charges de 13 €/an et par foyer, ce qui reste une augmentation plus que raisonnable au regard de la qualité de la prestation qui doit être fournie.

- **Sur la pose d'un dispositif d'accès aux portails par digicode** : Le service régional va contacter une société afin qu'elle programme les digicodes nécessaires à cet accès. Cette programmation sera exclusivement à la charge de l'EPA et n'engendrera pas de coût supplémentaire pour les locataires .
- **Sur les travaux de la programmation immobilière** votés lors du CA du 13 Novembre : Les travaux devraient commencer cette semaine.
- **Pour les baignoires non sécurisées**. La société DUMEZ a admis qu'elle avait mal fait son travail. Elle va donc vérifier toutes les baignoires qui ont été posées et qui ont été signalées comme dangereuses. Une information devrait être faite auprès des locataires.

Point 5 : Les comptes de l'EPA Masse

Malheureusement aucun représentant de l'agence comptable centralisée de l'EPA Masse n'était présent à cette réunion. Pourtant la présentation des comptes est un élément important, les locataires ont droit à la transparence.

L'agence comptable centralisée serait-elle victime du resserrement du réseau comptable avec à la clef des suppressions d'effectifs et de moyens ? Resserrement bien sûr décrié par vos représentants du personnel ! Non l'EPA Masse nous avait assuré que ce resserrement permettrait de gagner en efficacité ! CQFD : Deux chevalets vides à la table de réunion et des locataires sans information sur les comptes de l'EPA Masse ...

Point 6 : Questions diverses

- **Sur l'admission en non valeur** présentée lors de cette CRM : Vos représentants ont voté POUR.
- **Sur la kyrielle d'expulsions proposées** (Pas moins de 8 pour cette CRM) Enfin le service régional a varié les plaisirs en incluant désormais des propositions de maintien dans les lieux dans les expulsions proposées. Ce qui fait qu'au final il y avait 6 propositions d'expulsions fermes et 2 propositions de maintien dans les lieux. Le SNAD-CGT s'est prononcé CONTRE les 6 propositions d'expulsion et POUR les 2 propositions de maintien dans les lieux.

Comme évoqué dans notre déclaration préalable il est impensable pour le SNAD-CGT de voter des expulsions en ce temps de crise où tant de logements sont vides et que des personnes se retrouvent à dormir dehors ou dans les logements insalubres. Le SNAD-CGT n'oublie pas qu'un « accident de la vie » peut arriver à chacun d'entre nous (séparation, maladie, dépression, problèmes financiers...)

Que les locataires qui sont menacés d'expulsion sont des collègues qui ont payé leur première mise de masse et qui ont contribué par le paiement de leurs loyers à la réfection de cités, à la réservation de logement, à faire tourner notre œuvre sociale qu'est l'EPA Masse . Et à l'heure où ces collègues sont dans la difficulté la Masse se doit d'être au chevet de ces collègues fragilisés !

Vos représentants du SNAD-CGT à cette CRM :
Cyril BOREZ, Dominique GUANNEL, Mathilde MORIVAL et Bruno PIQUEMAL.

MEMBRES DU BUREAU INTERREGIONAL DE LA CGT ROISSY – LE BOURGET

Téléphone Siège C.G.T. Roissy: 01 48 62 54 18

Portable Section: 06 65 40 95 99

<i>LESUEUR Stéphane</i>	<i>Banale</i>	<i>Secrétaire Interrégional</i>
<i>PAUL Stéphanie</i>	<i>BSE T2E</i>	<i>Co-Secrétaire Régionale SURV</i>
<i>CHOQUET Gauthier</i>	<i>BSE T2BD</i>	<i>Co-Secrétaire Régional SURV</i>
<i>PIQUEMAL Bruno</i>	<i>CDP</i>	<i>Co-Secrétaire Régional OP/CO</i>
<i>ELISSALDE Olivier</i>	<i>PEC</i>	<i>Co-Secrétaire Régional OP/CO</i>
<i>ROGET Gérard</i>	<i>Avitaillement</i>	<i>Trésorier</i>
<i>FILORI David</i>	<i>SCEP</i>	
<i>GERONES Matthias</i>	<i>BSE T2F</i>	
<i>GRAVOUIL Cécile</i>	<i>BSE 2</i>	
<i>JACQ Anne-Laure</i>	<i>CDP</i>	
<i>JUILLIA Serge</i>	<i>FP</i>	
<i>SAGNES Angélique</i>	<i>Audit Ressources Propres</i>	
<i>SALLANNE Eliane</i>	<i>Procédures Nord</i>	
<i>SBRISSA Robert</i>	<i>BSE T2A</i>	
<i>TANTY Yves</i>	<i>BSE T2A</i>	



PERMANENCE SYNDICALE

POUR TOUTES VOS QUESTIONS

UN SEUL NUMERO:
01 48 62 54 18

TOUS LES JEUDIS MATIN

En cas d'urgence: 06 65 40 95 99

Syndicat National des Agents des Douanes CGT

BULLETIN D'ADHÉSION

Si tu désires nous rejoindre, retourne ce formulaire par courrier interne à :

Gérard ROGET - Bureau des Services Communs - Bureau Avitaillement

OU

Bruno PIQUEMAL - Bureau du Fret Sud - C.D.P.



Nom : Prénom : Date de naissance : / /

Catégorie* : A - B - C Grade : Branche* : OP/CO - SURV - AG

Echelon : Indice : Date de titularisation (stagiaire) :

Direction : ROISSY Unité ou service d'affectation :

Adresse complète (afin de recevoir la presse syndicale) :

Fait à : le / /

Signature

(*) entourer la bonne mention